Pouvoir d'achat des pensions : rien ne va plus ! Agissons !

Les salariés, qu'ils soient actifs ou retraités, sont confrontés au mal vivre et aux restrictions quotidiennes. Ils, elles expriment de plus en plus de mécontentements, de colère et d'indignation devant trop d'injustices et inégalités.

Le pouvoir d'achat des retraités reflète les inégalités subies durant toute leur vie active et les accentuent.
La moyenne des pensions aux environs de 1 200 euros pour les hommes, 900 euros pour les femmes met en évidence tout à la fois la faiblesse des revenus et les inégalités liées au sexe.

Au-delà de la perte du pouvoir d'achat due au faible niveau de salaire de remplacement lors de la liquidation des pensions, la désindexation des pensions sur le salaire depuis la réforme Balladur de 1993 et leur indexation sur les prix, se chiffre aujourd'hui par un retard de plus de 20% par rapport au salaire moyen. Les lois Fillon allongeant la durée de cotisation requises pour une retraite pleine et entière ont encore accentué cette dérive.

Il est inacceptable que, sous prétexte qu'ils représenteront bientôt un tiers de la population, les retraités soient désignés comme un fléau pour notre société. Durant toute leur activité, ils ont contribué à créer des richesses et ont financé les retraites de leurs aînés, il n'y a donc aucune raison qu'ils fassent les frais d'une crise dont ils ne sont pas plus responsables que les salariés.

Avec la Confédération Européenne des Syndicats, nous refusons le type de gouvernance économique que l'Union européenne veut imposer aux salariés en Europe, et exigeons un changement de cap immédiat.
L'Europe a besoin que son modèle social soit renforcé et non pas attaqué.

Les gouvernements successifs ont voulu faire de l'Europe un espace de concurrence et de compétitivité. La stratégie de Lisbonne avait comme objectif principal de faire de l'Europe l'économie la plus compétitive du monde à l'horizon 2010. Tout le monde reconnait aujourd'hui que cette stratégie a échoué, mais la plupart des responsables politiques et experts refusent d'admettre que cet échec s'explique précisément par le fait que les politiques mises en œuvre visaient à dévaloriser le travail au nom de la compétitivité. Il est inacceptable aujourd'hui que les salaires, les pensions et les prestations sociales deviennent les principales variables d'ajustement de l'économie européenne. Les peuples européens n'ont pas besoin d'un pacte de compétitivité, mais d'un pacte de solidarité.

Le niveau des pensions ne pèse pas lourd face à l'avalanche des hausses de prix.

La prise en charge des coûts liés à la perte d'autonomie et l'organisation de l'accès aux services, dont la réforme annoncée à grand fracas pourrait oublier l'essentiel et déboucher sur des dispositions qui pénalisent encore les retraités, l'accès au soins rendu sans cesse plus difficile avec les désengagements de la Sécurité sociale, la casse des services publics, autant de sujets de préoccupations qui nourriront les prochaines mobilisations à venir.

D'ores et déjà, les Unions Confédérales de Retraités appellent à une journée nationale de manifestation pour le 6 octobre 2011 sur les enjeux du pouvoir d'achat des retraités et de la perte d'autonomie.

La CGT revendique :

► *Le minimum de retraite porté au niveau du SMIC.*
► *Le retour à l'indexation des pensions et retraites sur l'évolution du salaire moyen.*
► *300€ par mois pour tous au titre du rattrapage.*
► *La pension de réversion à 75% de la retraite initiale.*
► *Le retour de la revalorisation annuelle des pensions au 1er janvier de chaque année.*
► *Le financement de la perte d'autonomie par la solidarité nationale.*

Ensemble, exigeons les moyens de vivre longtemps et en bonne santé, une retraite agréable, décente et sans angoisse du lendemain.
Convainquons autour de nous de la nécessité à être très nombreux dans la rue le 6 octobre auprès des députés pour exiger un changement de politique prenant en compte les aspirations des retraités.

POUR DONNER DE L'AVENIR À MA RETRAITE

JE ME SYNDIQUE À LA CGT

Nom : ..... Prénom : .....
Adresse : .....
.....
Code postal : ..... Ville : .....
Branche professionnelle d'origine : .....
Tél. (Facultatif) : ..... Mail : .....

Bulletin à retourner à l'UCR-CGT - 263 rue de Paris - Case 3-1 - 93515 Montreuil cedex
ou à remettre à un(e) militant(e) CGT de votre connaissance.

Juillet 2011